

Donner du sens au Forum national de Bangui, une transition qui doit s'achever...

"Quand on a une filiation avec un pays, une nation et un peuple en péril, il est indispensable d'œuvrer à la refondation de la capacité de l'Etat à assurer la protection des personnes et des biens stratégiques. Il est donc légitime dans cet esprit, de faire des propositions"

rédigé par

Jean-Pierre REDJEKRA - ENDJEMBROGO

Proviseur adjoint du Lycée Descartes, Académie de Créteil

Président de la Ligue pour l'Education, les Sciences et la Culture en RCA

Rapporteur des Travaux préparatoires du Forum de Bangui, Paris le 14 février 2015

Contribution citoyenne formalisée après échanges avec :

M. Théodore TOULOUGOUSSOU, Chécy- Orléans(45)
Président de l'association GRAJ, conseiller municipal

M. Elvis NGBONDO Grigny (91)
Chef d'entreprise

M. Aubin KOMOTO LYON (69)
Ingénieur SI, Cadre Dirigeant chez Partners DBA's-DSI

M. Marcel DIKI KIDIRI Bangui (99)
Linguiste, retraité du CNRS
Président du Cercle des intellectuels Centrafricains (CIC)

M.Alphonse GOUETH Alsace (67)
Ingénieur environnement, cadre de collectivité
Conseiller municipal

M. Léopold BARA
Ancien ministre de la jeunesse et des sports

1. « la première des paix, est de donner à son peuple de quoi se nourrir »...

La perspective du Forum de Bangui commande à chaque centrafricaine et à chaque centrafricain d'être concerné par les questions nationales, questions pour lesquelles la communauté internationale est considérablement également mobilisée. Cinq axes seront succinctement développés dans le présent document de propositions:

Afin d'aboutir à un ordre constitutionnel légitime, légal et éventuellement instituant, le forum de Bangui, au delà des dimensions protocolaires, devra acter sans tarder de son caractère souverain. Plus qu'un sursaut patriotique, c'est un réflexe de dignité qui devrait animer l'ensemble des participants.

I. Vider la question préalable de souveraineté du Forum de Bangui et créer un Haut Conseil de Transition (HCT)

Pour le centrafricain ordinaire comme pour nos partenaires, le besoin de donner du sens à cette rencontre est impérieux. C'est pour cette raison que de nombreuses voix s'élèvent pour alerter les participants au Forum de Bangui, qu'ils ne peuvent s'exonérer de poser **le préalable du caractère souverain de ce dialogue national**. Cette démarche est nécessaire et de nature à forcer le respect de nos partenaires, et à restaurer en partie la crédibilité et la confiance, dans les acteurs de la vie publique nationale.

En effet, cet impératif de souveraineté, complété par **un consensus fort sur les points vitaux** qui seront abordés par les participants au Forum démontreraient si besoin en était, que la pleine conscience ainsi que la mesure du drame centrafricain serait ainsi enfin pris.

Du point de vue historique, il est un fait que depuis le Grand Débat National de 1992, les résolutions émises, les recommandations formulées et les engagements pris lors des différentes et nombreuses assises du genre n'ont jamais été suivis d'effet, au moins pour l'essentiel. Les décideurs à la suite des "grandes rencontres" centrafricaines se sont soigneusement toujours éloignés des stratégies définies, dès lors que les recommandations ne vont pas dans le sens de leurs positions "politiciennes" ou intérêts claniques. **L'abandon des préconisations salutaires ou leur inexécution, a plongé des décennies durant notre pays, dans une situation de non pilotage ou de mauvaise gouvernance.**

La mise en place d'un **Haut Conseil de la Transition (HCT) pour les 6 mois à venir**, chargé de veiller scrupuleusement à l'exécution des décisions du Forum, est fortement préconisé pour traduire en actes concrets, ce qui aura été arrêté (dispositions administratives, décrets d'application, ordonnances en cas d'urgence, relance de dialogue politique et institutionnel permanente).

Cet organe politique supplémentaire dont la composition sera limitée à **15 personnes**, sera doté d'attributions de **régulation et de médiation** entre l'exécutif de transition et le Conseil National de Transition CNT d'une part, et d'autre part il serait un **"conseil des**

sages" garant de l'application effective des décisions du Forum dans leur forme et pour le strict respect des échéanciers de l'agenda politique et électoral facilitant l'aboutissement de la transition. La mission du HCT prenant fin avec l'investiture du nouveau chef d'Etat et la promulgation de la constitution.

Le HCT aura enfin pour mission fondamentale de superviser la stricte mise en œuvre du cahier de charge de la fin de la transition pour ce qui concerne les conditions matérielles, logistiques, politiques et techniques de la préparation, de la réalisation et de la proclamation **des élections législatives et présidentielles, au plus tard le 31 décembre 2015**. Il prendra toute initiative auprès des bailleurs de fonds bilatéraux ou multilatéraux pour régler les nécessités de financement du processus.

Le Forum de Bangui nanti de son caractère souverain devrait obtenir l'unanimité des participants sur les questions de défense et de sécurité, les conditions de leur mise en route en "intelligence" avec les forces internationales en présence, et par voie de conséquence, il pourra demander solennellement l'assouplissement de l'embargo sur les armes (**je préconise une mise à distance des concepts de DDR/RSS, inefficaces au regard de notre contexte singulier**).

- Dans le même ordre d'idée, le Forum de Bangui prononcera notamment au grand soulagement du peuple, **la dissolution de toutes les forces « politico-militaires »**, afin de tracer ainsi la voie à une normalisation républicaine. De même il sera consacré **une résolution interdisant la participation aux fonctions exécutives et législatives à toute personne ou entité ayant recours à la force pour conquérir le pouvoir politique ou pour piller les ressources nationales**. Ce type d'action sera constitutif de haute trahison dès lors, qu'en outre, une revendication séparatiste sera exprimée par cette personne ou entité, la Rca est une et indivisible.

Le caractère souverain du Forum de Bangui devrait permettre enfin:

- d'arrêter **un ordre du jour** qui couvrirait les aspects politiques et institutionnels (le schéma de fin de transition et le délai), **les aspects humains** qui concernent la prise en compte des victimes et notamment les personnes déplacées, et **la relance tant de l'administration et de l'économie**, tous éléments incontournables pour amorcer la capacité de l'action publique et un début de concorde nationale.

- de voter pour ou contre la prorogation du mandat de l'actuelle cheffe d'Etat de transition pour un délai de rigueur de 6 mois. Quelque soit l'issue, les seules fonctions du chef de l'exécutif seront de **valider les décisions du Forum, de prendre les mesures indispensables à la réalisation des élections et de représenter la République** durant ce laps de temps. Il devra être exclu **définitivement** que le choix de la prorogation du chef d'Etat de transition soit du ressort du Médiateur d'une part, et d'autre part rappeler précisément que le périmètre de la transition doit rester circonscrit à la feuille de route édictée par le Forum souverain de Bangui (**FSB**).

II. Définir un schéma d'aboutissement de la transition - agenda politique - Référendum et Elections

S'il doit exister un point d'unanimité parmi les observateurs, c'est celui qui concerne le préalable à l'agenda ou schéma politique, concernant une éventuelle prorogation du mandat de la cheffe d'Etat de transition et de toutes les institutions attachées. Ce

préalable porte sur l'urgence d'évaluer l'action des équipes en charge actuellement de la transition. Faire un bilan de la transition c'est indiquer les réussites et les échecs. Fixer les responsabilités et en tirer les conséquences pour le futur. L'objectif majeur est l'organisation des élections et un programme minimum de fonctionnement du pays. C'est pourquoi la responsabilité historique des participants au Forum Souverain de Bangui (FSB) est lourde.

Il est indispensable de réduire les divergences (une mission du HCT) et favoriser un consensus provisoire pour conduire l'action gouvernementale. Pour cela il est indispensable d'avoir des soutiens intérieurs (le consensus) et des soutiens extérieurs appuyés (rôle de des institutions mais aussi des centrafricains de la diaspora).

De façon synoptique le tableau ci-dessous reprend les préconisations essentielles :

	Dates envisagées	Modalités	Conditionnalité
1. Terme de la transition	31 décembre 2015 ou en tout cas dans un délai raisonnable	Vote souverain du Forum	Feuille de route détaillée et resserrée autour des opérations pré-électorales + électorales
2. Création d'un HCT	Au plus tard le 15 mai	Vote souverain du Forum	Formaliser la composition, les missions et installer l'organe***
3. Sécurisation des finances	Immédiatement	Contreseing du PNUD ou des autres partenaires internationaux	Optimiser les procédures l'utilisation des ressources publiques
4. Chronogramme électoral	Durant le Forum	convoqué l'ANE et inviter les partenaires directement impliqués	Suivi du HCT après le Forum
5. Format et indications du cahier des charges de chaque institution de transition	mai 2015	Décrets entérinant les dispositions diverses arrêtées au Forum de Bangui	Visa du HCT lorsque opposition ou blocage entre le CNT et le GVT

***** Ces propositions sont à approfondir par les experts nationaux et internationaux du Forum Souverain de Bangui.**

Préconisation d'agenda simplifié : 30 juillet fin du recensement et de la cartographie électorale, fixation des bureaux de vote - Référendum en octobre - élections en novembre et décembre 2015, investiture du P.R et promulgation de la constitution avant le 31 décembre 2015.

Au demeurant, l'ensemble des dispositions décrites concerne un peuple et des populations terrorisées, bafouées, dispersées, éclatées, mutilées, séparées et quelque fois opposées. Lorsque à ce tableau s'ajoute d'importants indicateurs de pauvreté,

l'ensemble ne peut qu'être éruptif. Par voie de conséquence, ces fragilités cumulées ont généré de véritables **groupes-cibles vulnérables** (les femmes, les enfants, les personnes déplacées...).

III. Groupes vulnérables - Justice et vivre ensemble

Le Forum de Bangui devrait être avant tout un Forum du peuple qui ne peut se faire pour l'essentiel sans ce même peuple. C'est pour quoi l'Homme centrafricain devra être au cœur des préoccupations, notamment l'Homme « vulnérable », « affaibli », « apeuré » ou « traumatisé » ! C'est pourquoi les suggestions ci-dessous pourront être faites et mise en œuvre :

- 1) Créer des espaces de temps et de lieux de parole pour les victimes à Bangui et à l'intérieur du pays, ainsi que dans les pays voisins où il y a des réfugiés en nombre considérable.
- 2) Acter la mise en place d'un organe et des procédures pour la prise en charge des victimes et donner des moyens de cette action, avant de créer des lieux de mémoire plus tard (le statut de victimes octroyé par la justice nationale puis plus tard par la justice internationale)
- 3) Obtenir un consensus politique explicite entre centrafricains et en lien avec les partenaires institutionnels, pour le retour des personnes déplacées qui désirent rentrer. La situation est alarmante comme en atteste les données fournies par le HCR le 30 avril 2015:

"Il y a plus de 460.000 réfugiés centrafricains dans les pays voisins et près de 436.000 personnes sont déplacées à l'intérieur du pays. Au total, en République centrafricaine, 2,7 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire", a déclaré l'agence de l'ONU dans un communiqué de presse. En dépit de ces chiffres alarmants, le HCR a constaté que les programmes d'assistance humanitaire et le Plan de gestion régionale de la situation des réfugiés manquent "cruellement" de financement -- seuls 14% et 9% de leurs besoins respectifs ont été financés"

La prise en compte de ces données qui concerne une part significative de la communauté nationale, appel un vote solennel du Forum de Bangui et des préconisations concrètes de la part du gouvernement en place et des participants (notamment la réhabilitation ou la construction de logements).

Les participants au Forum de Bangui peuvent adopter en début des travaux que tout ou partie de leurs perdiems, seront affectés à un fonds spécial pour la réhabilitation des logements des personnes déplacées ou réfugiées.

- 4) Mobiliser en permanence les bailleurs et institutions autour des questions de l'Ecole républicaine et de Santé publique, clefs de la refondation républicaine. Ecole et hôpitaux sont les marqueurs emblématiques et concrets de l'avenir et des nouvelles espérances.
- 5) Accompagner et appuyer les initiatives qui concourent au vivre ensemble, comme l'action des habitants du quartier Lakouanga qui ont aidé à nettoyer le site de l'ancienne mosquée de leur quartier...Mais aussi celle des églises et temples qui ont accueilli de milliers de compatriotes musulmans, et des initiatives de création d'association multi confessionnelle y compris dans la diaspora.

IV. Esquisser les bases d'un Etat en capacité de mettre en œuvre la souveraineté sur les ressources nationales

- administrer et gérer les ressources en ayant le souci de l'optimisation dans les choix de dépenses publiques. Les juges de la Cour des comptes doivent s'auto-saisir de ces questions et produire un rapport comportant des préconisations pragmatiques pour une bonne gestion des ressources de l'Etat.
- maintenir la tutelle de la communauté internationale dans les procédures de décaissement des ressources mobilisées pour le processus électoral actuel, en raison de la grande crise de confiance dans la gestion des fonds publics.
- définir de véritable process de sécurisation ressources publiques et celles liées "aux pierres précieuses" quant leur exportation sera autorisée.
- Restaurer et augmenter la capacité de l'Etat à capter des ressources externes et à recouvrer les ressources intérieures (un exercice normal de souveraineté).
- Quid des pillages et de la prédation organisée autour des pierres précieuses et du bétail.
- Le Forum Souverain pourrait se prononcer sur un moratoire dans l'attribution des marchés de prospection, d'évaluation et d'exploitation des ressources stratégiques du pays (bois, minerais, métaux, flore...).
- Le Forum Souverain peut convoquer un groupe de travail élargi sur les questions économiques et financières car la crise centrafricaine est fortement due à la pauvreté et ç la faible capacité de la puissance publique.

Quelques questions qui ne peuvent être évitées:

- Qu'est ce que être centrafricaine ou centrafricain aujourd'hui et demain?
- Quelle position par rapport au fait confessionnel dans la gestion de la République?
- Le forum est une opportunité pour amorcer le changement du logiciel politique, allons aux élections et ouvrons un nouveau, long et exigeant processus de transformation de notre société...

- Comprendre et intégrer les paramètres du monde dans lequel nous vivons et auquel nous appartenons..."La paix en Centrafrique dépend étroitement de la paix intelligemment pensée par nous avec un rapprochement à faire avec nos voisins dans notre intérêt avant tout"

Ce travail de réflexion collective est utile et a suscité un réel intérêt auprès des compatriotes ayant des profils très variés. Sans prétention autre que citoyenne, cette citoyenneté revendiquée l'est au regard de la situation critique de nos populations à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Mobilisons nos moyens politiques, médiatiques et diplomatiques pour faire passer nos messages et recouvrer ainsi une forme de dignité et de respect.